

NF1381-11

## Inde : le point sur la réforme de la fiscalité indirecte, 8 ans après son entrée en vigueur

Avec une prévision de croissance de 6,5 %<sup>(2)</sup> pour l'exercice 2024-2025, l'Inde devrait rester la 5<sup>e</sup> puissance économique mondiale en 2025, toujours devant la Grande-Bretagne et la France (positions actuelles de 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> puissances mondiales). Cette information relayée par la presse économique en 2024<sup>(3)</sup> est l'occasion de faire une mise à jour sur la fiscalité indirecte en Inde, et plus particulièrement concernant la taxe sur les biens et services (« GST ») introduite en 2017.

En effet, l'une des réformes majeures, mise en place dans le cadre de la politique libérale menée par le premier ministre indien Narendra Modi pour moderniser l'économie indienne, a été la création d'un impôt indirect uniquement sur les biens et services : la Goods and services tax (« GST »). Cette réforme a visé à simplifier la fiscalité indirecte et à dynamiser le marché intérieur indien. Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Par cette réforme, un seul et même impôt est venu remplacer la multiplicité des taxes qui constituaient auparavant la fiscalité indirecte de l'Inde.

La GST est un impôt sur la valeur ajoutée, semblable à la TVA européenne, qui soumet tous les acteurs du processus de fourniture d'un bien ou d'un service, du producteur au consommateur.

L'Inde est un pays qui ne cesse de progresser sur le plan économique mais également politique, offrant plus de transparence et de stabilité.

Antérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2017, les acteurs de la fourniture de biens et de services devaient s'acquitter de divers impôts et taxes, 14 en tout, dus à l'État fédéral et/ou aux États fédérés. Le désavantage de ce système était d'abord la multiplicité de ces instruments fiscaux, mais également la charge importante qu'elle représentait pour les producteurs de biens ou les prestataires de services.

Le consommateur subissait au final l'ensemble de ces charges qui étaient impactées sur le prix des biens et services, et non uniquement la charge subie par le dernier



Cristelle  
ALBARIC<sup>(1)</sup>  
Avocate associée  
Département droit  
international  
Cabinet Simon  
Associés

(1) Remerciements à Mr. Amit BAID (Head of Tax at BGT Advaya) pour sa relecture et son soutien.

(2) The times of India, 16 janv. 2025, Ficci revises Indias' GDP growth forecast at 6,4 %, inflation at 4,8 % ; Direction générale du Trésor, INDE, Indicateurs et conjoncture, Point de conjoncture T2 2024/24 au 1<sup>er</sup> décembre 2024, 27 janv. 2025.

(3) BBC News Afrique, 18 avr. 2024, L'Inde pourrait-elle devenir la prochaine superpuissance mondiale ?

maillon de la chaîne de fourniture, comme cela est le cas dans le système de la TVA européenne.

## La GST : de sa conception à son application

### La conception de la GST

C'est au cours de la rédaction de la loi de finances 2006-2007 que le ministère des Finances indien a pour la première fois évoqué la GST.

Dans un premier temps, il a été prévu que la GST serait applicable dès avril 2010. Dans cet objectif, le Comité des ministères des Finances des États fédérés (« EC ») fut chargé d'élaborer une feuille de route et une structure pour la GST.

À la suite de cela, un groupe de travail, réunissant des officiels et des représentants de l'État fédéral et des États fédérés, fut constitué pour examiner les différents aspects des précédents rapports et en rédiger un autre spécifique aux exemptions, aux plafonds et à la fiscalité des services et la fourniture de biens et de services entre États fédérés.

En novembre 2009, les discussions entre l'État fédéral et l'EC donnèrent naissance au document qui a servi par la suite de base aux discussions sur la GST entre l'État fédéral et les États fédérés : le *first discussion paper*. À ce document s'est ajouté le travail du comité central des droits d'accise et droits de douanes<sup>(4)</sup> (CBEC).

Le CBEC est garant de la fiscalité indirecte. Sous le nom de code « SAKSHAM », le CBEC a déboursé plus de 22,5 milliards de roupies (environ 237 millions d'euros) pour élaborer le projet de loi sur la GST et la procédure y afférente<sup>(5)</sup>. Il est également chargé d'élaborer les procédures d'évaluation et d'audit ou tout autre moyen de lutte contre l'évasion fiscale. Le CBEC a également déployé un programme de formation visant 60 000 fonctionnaires travaillant au sein du comité ou des autorités fiscales des gouvernements locaux. Plus de 65 000 fonctionnaires ont été formés.

Toutefois, il s'est finalement avéré qu'une réforme de cette ampleur réclamait plus de temps. La GST ne fut donc pas mise en place en 2010. En effet, avant d'aller plus loin, il était nécessaire de modifier la Constitution indienne. Antérieurement, cette dernière répartissait le droit de lever les impôts entre l'État fédéral et les États fédérés de la manière suivante :

- l'État fédéral levait les taxes et impôts sur :
  - la fabrication de biens,

- la fourniture de services,
- l'import et l'export de biens (en plus des autres droits de douane);
- les États fédérés levaient les taxes et impôts sur la vente de biens;
- les ventes de biens entre États fédérés relevaient de la compétence de l'État fédéral, mais les recettes étaient collectées et conservées par les États fédérés.

L'amendement constitutionnel, promulgué le 16 septembre 2016, prévoit que le « *Parlement a le pouvoir exclusif de faire les lois relatives à la GST portant sur la fourniture de biens, ou de services, ou les deux, dans le cadre du commerce entre les États fédérés* »<sup>(6)</sup>.

L'amendement a également institué le Conseil de la GST (le « Conseil »)<sup>(7)</sup>.

Celui-ci est composé du ministère des Finances de l'État fédéral et des ministères des Finances des États fédérés. Son rôle est de faire des recommandations sur les taux, les exemptions et les plafonds applicables à la GST. Le but est d'assurer une application uniforme de la GST en Inde, à l'échelle de l'État fédéral et des États fédérés. Les décisions doivent être votées par un quorum comprenant au moins la moitié des membres du Conseil et doivent être approuvées à la majorité des trois quarts, soit l'État fédéral (qui représente un tiers) et au moins 20 États fédérés sur 28.

La réforme de la GST a donc nécessité l'intervention de nombreux acteurs afin d'assurer ses bienfaits à l'économie indienne.

### Les avantages de la GST

Le gouvernement indien met en avant les nombreux mérites de cette réforme, lesquels sont listés dans le document récapitulatif<sup>(8)</sup> de la réforme :

- la baisse de la charge fiscale estimée entre 25 % et 30 %<sup>(9)</sup>,
- la création d'un marché national unifié par l'harmonisation de la loi, des procédures et des taux applicables en matière de fiscalité indirecte,
- la réduction des risques d'évasion fiscale,
- la baisse de la charge fiscale des fournisseurs,

(4) [www.cbec-gst.gov.in/pdf/01012018-GST-Concept-and-Status.pdf](http://www.cbec-gst.gov.in/pdf/01012018-GST-Concept-and-Status.pdf).

(5) GST – Concept & Statuts, à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

(6) Art. 246 A : "Parliament has exclusive power to make laws with respect to good and services tax where the supply of goods, or of services, or both takes place in the course of inter-State trade or commerce."

(7) Art. 279 A.

(8) [www.cbec-gst.gov.in/pdf/01012018-GST-Concept-and-Status.pdf](http://www.cbec-gst.gov.in/pdf/01012018-GST-Concept-and-Status.pdf).

(9) GST - Concept & Articles of Association, current as of January 1, 2018.

- l'encouragement des investissements étrangers en Inde,
- la promotion de l'exportation des produits et services indiens à travers la campagne « *Made in India* »,
- l'augmentation du PIB et de la croissance économique,
- l'augmentation de la production et de la consommation de biens et services,
- la création de nouveaux emplois,
- la réduction de la pauvreté et le développement d'une classe moyenne.

Bien que « révolutionnaire » en Inde, la GST est finalement semblable à la TVA européenne dans son principe.

## Le principe de la GST

La GST est venue remplacer la multiplicité des impôts et taxes indirectes anciennes applicables.

C'est un impôt indirect qui, comme la TVA européenne, s'applique à l'ensemble des acteurs de la fourniture de biens ou de services. La GST est due à chaque étape, à chaque fois que les biens ou services acquièrent une valeur ajoutée. Contrairement à l'ancien système, la GST est remboursable, par le biais d'un crédit d'impôt, pour tous les acteurs de la chaîne, excepté le consommateur final, qui ne bénéficie pas de crédit sur intrants.

La réforme de la GST est composée de quatre lois, promulguées le 12 avril 2017 :

- SGST Act : GST applicable à l'échelle des États fédérés ;
- UTGST Act : GST applicable à l'échelle des Unions<sup>(10)</sup> ;
- CGST Act : GST applicable à l'échelle fédérale ;
- IGST Act : GST applicable à la fourniture de biens et services entre États fédérés.

Ces quatre textes ont entraîné une nouvelle répartition de la collecte des impôts sur la fourniture de biens et de services en Inde. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017, la fourniture de biens et de services est répartie en deux notions :

- la fourniture intra-État : à l'intérieur d'un État fédéré ;
- la fourniture inter-États : entre deux ou plusieurs États fédérés.

La fourniture de biens ou services intra-État aboutit au paiement, par le fournisseur, de deux formes de GST : la CGST et la SGST, réparties à montant égal entre les deux administrations fiscales concernées.

La fourniture de biens ou services inter-État aboutit au paiement d'une seule GST : l'IGST (« *inter-state GST* ») versée directement à l'État fédéral.

Ce dernier est ensuite chargé de répartir les recettes entre les États fédérés, en fonction de la destination des biens et services concernés.

Lorsque le vendeur et l'acheteur ne se trouvent pas dans le même État fédéré, la transaction est considérée comme une transaction inter-états. Les recettes sont alors collectées par l'État fédéral qui reverse ensuite la part due aux États fédérés tel que suivant :

- le vendeur paye l'IGST : la SGST est versée à son État et la CGST à l'État fédéral ;
- l'État du vendeur reverse la SGST du vendeur à l'État fédéral ;
- l'État fédéral reverse la SGST à l'État de l'acheteur ;
- l'acheteur bénéficie d'un crédit IGST dans son État.

## Les taux applicables

La GST est composée de quatre taux : 5 %, 12 %, 18 % et 28 %. La liste des produits auxquels s'appliquent ces différents taux se trouve sur le site du CBEC<sup>(11)</sup>. Le taux s'applique *ad valorem* en fonction du prix auquel le bien a été cédé, ou aurait dû être cédé, au moment de l'émission de la facture ou du paiement au fournisseur, selon celui qui survient en premier. Nombre de ces taux ont évolué depuis la mise en place de la GST.

Les taux d'imposition de plus de 400 produits ont été modifiés, avec des réductions significatives dans tous les secteurs. Au fil du temps, le Conseil de la GST a décidé de réduire le nombre d'articles dans la tranche de 28 % et à l'avenir, de fusionner les tranches de 12 % et de 18 % en un taux médian unique. D'autres évolutions sont à prévoir lors de la 56<sup>e</sup> réunion du Conseil de la GST, programmée en juillet 2025, la rationalisation des taux de la GST étant à l'ordre du jour.

Les personnes morales ont également la possibilité de conclure une transaction fiscale avec l'administration indienne dans le cadre du régime de taxation forfaitaire (*composition levy scheme*). Elles sont alors soumises à un taux fixe, basé sur leur chiffre d'affaires. L'intérêt de ces transactions est que le montant total de la GST payée par le contribuable ne peut pas dépasser le plafond fixé par la transaction. L'inconvénient est que le contribuable ne pourra pas bénéficier d'un remboursement/crédit de GST. Ces transactions sont principalement dédiées aux petites entreprises.

En **janvier 2025**, environ 1,47 million d'utilisateurs étaient enregistrés au titre de la taxation forfaitaire (*composition levy*).

La charge fiscale supportée par les fournisseurs de biens et services sera donc moindre que sous l'ancien régime.

(10) Territories with equal status to federated states, but with their own legislative bodies.

(11) [www.cbec-gst.gov.in/gst-goods-services-rates](http://www.cbec-gst.gov.in/gst-goods-services-rates).

Cependant, les recettes fiscales de l'État ne sont pas perdantes puisque le nombre de contribuables soumis à la GST est beaucoup plus important. Alors que sous l'ancien régime, on dénombrait près de 6,5 millions de contribuables, la GST est applicable à près de 10 millions de personnes en Inde<sup>(12)</sup> dont le caractère imposable dépend de leur chiffre d'affaires annuel.

## Champ d'application de la GST

Le régime de la GST est uniquement applicable aux fournisseurs dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 2 millions d'INR (soit environ 21000 euros).

L'administration de contrôle à laquelle doivent se référer les contribuables dépend de leur chiffre d'affaires annuel.

Les contribuables dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 50 millions d'INR (soit environ 500 000 euros) relèvent principalement de l'administration fiscale des États (à hauteur de 90%), tandis que ceux dont le chiffre d'affaires dépasse 50 millions d'INR (environ 500 000 euros) sont répartis à parts égales (50/50) entre les autorités fiscales fédérales et étatiques.

## Le crédit de la GST : l'Input Tax Crédit (ITC)

Les contribuables peuvent demander un crédit de taxe sur les intrants (CTI) sur la GST payée pour des biens ou des services utilisés dans le cadre de leur activité professionnelle. Lorsque les biens ou les services sont utilisés en partie à des fins professionnelles et en partie à des fins non professionnelles (ou pour des fournitures exonérées), le crédit de taxe sur les intrants est accordé proportionnellement.

Les contribuables peuvent demander le crédit de taxe dans la déclaration déposée pour le mois concerné, mais au plus tard à la première des deux dates suivantes : le 30 novembre de l'exercice financier suivant, ou la date de dépôt de la déclaration annuelle relative à cet exercice.

Une fois toutes les informations fournies à l'administration fiscale, cette dernière accepte le crédit si toutes les informations concordent et le refuse dans le cas contraire.

Pour pouvoir bénéficier d'un crédit de la GST, un contribuable doit remplir quatre conditions :

- posséder une facture ou une note de débit;
- avoir reçu le bien ou le service concerné;
- avoir payé une taxe due par un fournisseur au gouvernement;
- remplir et soumettre une déclaration sur le portail du *GST Network*.

Un fournisseur qui demande un crédit pour un bien ou un service taxé à 0% ou relevant de livraisons exonérées s'expose à une pénalité égale à 90% du montant du crédit en question.

Il n'y a pas de délai d'expiration fixe pour le CTI une fois qu'il a été demandé. Les CTI peuvent s'accumuler et être reportés. Le crédit accumulé est remboursable dans des cas spécifiques, tels que les exportations détaxées et les structures de droits inversés, sous réserve de certaines conditions.

Bien que le cadre de la GST soit uniforme dans toute l'Inde, le crédit de taxe sur les intrants (CTI) est soumis à des règles d'utilisation spécifiques. Les crédits pour les différents types de GST – CGST, SGST et IGST – ne peuvent pas être librement échangés.

Les règles de base sont les suivantes :

- le crédit IGST peut être utilisé pour payer l'IGST, puis la CGST et enfin la SGST;
- le crédit CGST peut être utilisé pour payer la CGST, puis l'IGST, mais pas la SGST;
- le crédit SGST peut être utilisé pour payer la SGST, puis l'IGST, mais pas la CGST.

Ainsi, l'utilisation possible des crédits de GST sont les suivants :

Crédit utilisable pour le paiement de	CGST	SGST	IGST	UGST
Crédit obtenu dans le cadre de ITC de CGST (niveau fédéral)	X		X	
ITC de SGST (niveau des États indiens)		X	X	
ITC de UTGST (niveau des Unions)			X	X
ITC de IGST (niveau inter-États indiens)	X	X	X	X

Il est prévu que l'État fédéral et les États fédéraux vérifient périodiquement que les crédits sont correctement utilisés par les contribuables et éventuellement pour les reverser à son destinataire légitime.

Une réforme de cette ampleur nécessite un cadre processeur tout aussi conséquent pour une application efficace.

(12) GST - Concept & Statutes, current as of January 1st, 2018 - <https://cbec-gst.gov.in/pdf/01012018-GST-Concept-and-Status.pdf>.

## Le cadre procédural de la GST

### Le GST Network (GSTN)

La GST permet de simplifier la fiscalité indirecte en facilitant la procédure : l'enregistrement, la déclaration, le remboursement et le paiement se font à travers un portail unique, le GSTN.

Le réseau a été créé par le gouvernement fédéral. C'est une société privée détenue à 24,5 % par le gouvernement fédéral, dans la même proportion par les États fédérés et leurs ministères des Finances et à 51 % par les institutions financières du pays. Les 28 États fédérés vont également se doter de ce même outil dans les mois à venir.

Le GSTN est un portail informatique développé dans l'optique de faciliter les procédures liées à la GST pour les contribuables. Le réseau sert de plateforme pour l'enregistrement, la déclaration et le paiement de l'impôt. En plus de faciliter l'administration des impôts et des taxes, ce portail devrait permettre d'en réduire significativement le coût. Les contribuables n'ont pas besoin de se déplacer pour effectuer leurs déclarations ou payer leurs impôts, toutes les procédures peuvent s'effectuer en ligne. Le portail offre d'ailleurs un large éventail de modes de paiement par carte, par virement ou d'autres instruments financiers semblables à ceux présents en Europe comme le « *real time gross settlement* » (règlement en temps réel).

### La procédure d'enregistrement

Les contribuables déjà enregistrés avant la mise en place de la GST ont été transférés, dès novembre 2016, sur le réseau GSTN.

Plus de 15,1 millions d'entre eux ont déjà procédé à leur enregistrement. Les contribuables dont les ressources sont inférieures aux plafonds mais qui le souhaitent peuvent procéder à un enregistrement volontaire.

Chaque contribuable enregistré possède un numéro d'identification dit « GSTIN » (numéro d'identification de la taxe sur le produit et service).

Ce numéro n'est valable qu'à l'échelle locale et doit donc être réclamé distinctement dans chacun des États fédérés dans lesquels un fournisseur a des activités commerciales.

### La procédure de déclaration

Une fois enregistrés, les contribuables sont tenus de remplir jusqu'à 26 formulaires par an, et de payer la GST mensuellement, à l'exception de ceux ayant opté pour le régime de taxation forfaitaire (*composition levy scheme*), qui doivent déclarer et payer la taxe sur une base trimestrielle.

Afin d'alléger la charge de la conformité pour les petites entreprises, le gouvernement a introduit le régime QRMP

(*Quarterly Return and Monthly Payment* - Déclaration trimestrielle et paiement mensuel).

Dans le cadre de ce régime, les contribuables dont les ventes ou le chiffre d'affaires annuel ne dépassent pas 50 millions d'INR (environ 500 000 euros) peuvent payer la GST sur une base mensuelle tout en déposant leurs formulaires trimestriellement.

Des audits devraient être organisés par l'État fédéral et/ou les États fédéraux pour s'assurer que les contribuables se sont bien soumis à leur obligation de déclaration.

### Pénalité de retard de déclaration

Les pénalités de retard sont de 100 ou 200 INR (environ 0,05/2,10 euros) par jour, en fonction des ventes/du chiffre d'affaires annuel, avec un plafond maximum de 10 000 INR (environ 105 euros).

### Procédure de contestation

Les contribuables, ou la ou les personnes responsables du paiement de la GST, peuvent demander le remboursement de l'impôt versé dans les 2 ans suivant le paiement.

Les administrations fiscales ont 3 ans pour contester un remboursement. Ce délai peut être étendu à 5 ans si ce remboursement résulte d'une fraude ou d'une fausse déclaration intentionnelle de la part du contribuable.

Le remboursement est accordé dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande, à condition que celle-ci soit complète, et est versé directement sur le compte bancaire du contribuable. Si le remboursement n'est pas effectué dans les délais, le contribuable a droit à des intérêts au taux de 6 % par an.

Les contribuables peuvent faire appel auprès des cours d'appel locales et pourront, s'ils ne sont toujours pas satisfaits, se pourvoir en cassation devant le Tribunal d'appel de la GST, récemment mis en place par le gouvernement indien (composé de trois membres). Des autorités dédiées vont également être mises en place par l'État fédéral et les États fédérés pour informer les contribuables faisant face à ce type de contentieux.

La mise en place de la GST est également accompagnée de diverses mesures visant à assurer l'impact positif de la réforme sur l'économie.

## Les mesures visant à assurer la bonne application de la GST

### Un outil de lutte contre les sous-estimations ou les défauts de déclaration : l'e-way bill

L'e-way bill est un système technologique permettant de suivre les mouvements de biens intra et inter États. Seuls

les biens d'une valeur supérieure à 50 000 INR (environ 526 euros) et parcourant plus de 10 km sont concernés par ce système. L'*e-way bill* est une sorte de permis de transport de marchandises. Les fournisseurs doivent remplir une déclaration en ligne mentionnant la provenance, la destination, la quantité et la valeur des biens concernés. Il peut être créé ou modifié par un simple SMS et entraîne la délivrance d'un numéro unique «*e-way bill number*» ou EBN, accessible aux fournisseurs, au transporteur et à l'acheteur.

Le permis est confié au transporteur et peut être examiné à tout moment du transport par des agents des administrations fiscales.

Ce système disponible depuis le 16 janvier 2018 uniquement pour les volontaires est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2018 à l'échelle nationale.

L'*e-way bill* est présenté comme une méthode efficace de lutte contre l'évasion fiscale et d'éducation de revendeurs dans le processus d'instauration de la GST. Sa mise en place doit rendre difficile, voire impossible, pour les acteurs de la fourniture de biens inter-États de sous-estimer ou de ne pas déclarer les mouvements de marchandises.

Les administrations fiscales pourront en effet comparer les montants déclarés via l'*e-way bill* par les fournisseurs et ceux déclarés par les acheteurs lorsqu'ils complèteront leur formulaire de GST. À terme, cette mesure devrait entraîner une augmentation de 15 % à 20 % des recettes liées à la GST.<sup>(13)</sup>

## Une mesure de transparence des prix : l'*anti-profiteering*

Une autorité nationale d'*«anti-profiteering»* a été constituée afin de s'assurer de la bonne application de la règle du même nom. L'*«anti-profiteering»* est le principe selon lequel les acteurs de la fourniture de biens et de services doivent faire profiter le consommateur de la réduction des impôts dus du fait de la GST, en impactant la baisse des coûts sur le prix final<sup>(14)</sup>.

Ce volet de la réforme vise à dynamiser le marché intérieur. Cela doit en effet entraîner une baisse des prix et donc une augmentation de la consommation.

Mais le but principal de l'*anti-profiteering* est d'instaurer une plus grande transparence des prix, le législateur souhaitant empêcher les fournisseurs d'imposer aux consommateurs des coûts supplémentaires injustifiés.

(13) Once the e-way bill system is implemented, tax avoidance will become extremely difficult, Jan 8, 2018, NDTV.

(14) "Provided in order to ensure that businesses passes on the benefit of reduced tax incidence on goods or services or both to the consumers", GST - Concepts & Status, January 1st, 2018.

Cette mesure a dans un premier temps soulevé de nombreuses questions. Les entreprises ne comprenaient pas comment mettre en place une telle mesure. Aussi, le CBEC a-t-il publié un document<sup>(15)</sup> précisant le rôle de l'autorité nationale d'*«anti-profiteering»*.

## La surveillance des contribuables : évaluations et audits

Les fournisseurs de biens et services peuvent demander aux autorités fiscales une évaluation de la GST qu'ils vont devoir au titre de leur activité. Les autorités fiscales ont 6 mois pour réaliser cette évaluation.

De plus, pour lutter contre l'évasion fiscale, la réforme prévoit un système d'audit. Celui-ci est effectué par les autorités fiscales dans les locaux de l'autorité compétente ou directement sur place, dans les locaux du fournisseur. L'autorité a 3 mois pour réaliser l'audit, prorogeable d'une période supplémentaire de 6 mois.

Les autorités ont un pouvoir de recherche et de saisine, un pouvoir limité d'arrestation et de poursuites et peuvent présenter des conclusions aux juridictions du fond et aux cours d'appel.

## Facturation électronique

La « facturation électronique » est un système dans lequel les factures interentreprises (B2B) et certains documents connexes sont authentifiés électroniquement par le réseau de la taxe sur les produits et services (GSTN) et mis à disposition sur le portail commun de la taxe sur les produits et services (GST).

Depuis l'exercice 2017-2018, la facturation électronique est obligatoire pour les contribuables dont le chiffre d'affaires global dépasse 50 millions d'INR (environ 500 000 euros) au cours d'un exercice fiscal (certaines catégories de contribuables sont exemptées de cette obligation). L'e-facturation n'est pas un outil de génération de factures. En effet, les entreprises doivent générer des factures en utilisant leurs propres outils de facturation, et télécharger les données vers le portail d'enregistrement des factures (*Invoice Registration Portal - IRP*) pour validation et génération d'un numéro de référence de la facture (IRN).

La facturation électronique permet de relever les principaux défis en matière de données de rapprochement dans le cadre de la GST, ce qui réduit considérablement les erreurs de concordance et la probabilité d'audits et d'enquêtes. Il joue également un rôle crucial dans la lutte contre la fraude fiscale en empêchant la production de

(15) [www.cbec.gov.in/resources//htdocs-cbec/gst/Antipro-fiteeringWebVersion.pdf](http://www.cbec.gov.in/resources//htdocs-cbec/gst/Antipro-fiteeringWebVersion.pdf).

fausses factures et les demandes injustifiées de crédit de taxe sur les intrants.

## Les problèmes relatifs à la mise en place de la GST

### La baisse des recettes au cours des premières années

La loi de finances 2016-2017 a supprimé plusieurs impôts indirects en prévision de la mise en place de la GST en juillet 2017. Alors que cette mesure visait à simplifier le régime fiscal, elle a d'abord entraîné un ralentissement de la croissance économique, qui est passée de 7,1 % en 2016 à 6,5 % en 2017. Néanmoins, le gouvernement indien est resté optimiste, affirmant que la GST stimulerait la croissance à moyen et long terme.

Malgré cet optimisme, les premières années de GST ont été marquées par une baisse des recettes.

La complexité des procédures de mise en conformité, associée à de fréquents problèmes techniques sur le réseau de la GST (GSTN), a entraîné une lassitude des contribuables, en particulier parmi les petites et moyennes entreprises (PME). Cette situation a eu un impact négatif sur les recettes fiscales du gouvernement.

Par exemple, les recettes de la GST des États ont chuté de plus de 940 millions d'INR (environ 10 millions d'euros) en juillet 2017 à 808 millions d'INR (environ 8,5 millions d'euros) en novembre 2017 - soit 102 millions d'INR (environ 1 million d'euros) de moins que l'objectif mensuel du Ministère des Finances, fixé à 910 millions de roupies (environ 9 millions d'euros). En réponse, le gouvernement a lancé une campagne de collecte de recettes en janvier 2018. De grandes entreprises multinationales telles que Google, Honeywell et Panasonic ont été soudainement invitées à fournir une documentation exhaustive pour valider leurs demandes de crédit de taxe sur les produits et services - représentant 90 % du crédit total accordé à l'époque. Les délais irréalistes ont conduit à des prolongations de délai et ont soulevé des préoccupations quant à la création d'un environnement hostile entre les autorités fiscales et les entreprises.

Depuis ces premières années mouvementées, le Conseil de la GST a introduit plusieurs mesures correctives visant à l'amélioration de la conformité et l'augmentation des revenus. Il s'agit notamment de l'introduction de la facturation électronique pour une meilleure correspondance des factures, de la simplification du dépôt des déclarations grâce à des systèmes tels que le GSTR-3B et le QRMP (*Quarterly Return Monthly Payment*), et d'une plus grande utilisation de l'analyse des données et de l'IA pour détecter les divergences et réduire l'évasion fiscale.

À la suite de ces réformes et d'une sensibilisation accrue des contribuables, les recettes de la GST ont enregistré une hausse régulière au cours des dernières années. Au cours de l'exercice fiscal 2024-2025, les recettes brutes de la GST en Inde ont atteint environ 212 milliards d'euros en février 2025, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les recettes mensuelles sont restées solides, avec un recouvrement brut d'environ 21 milliards d'euros en mars 2025, représentant une hausse de 10 % sur un an.

Cette croissance témoigne de la maturité croissante du système fiscal, de l'amélioration de la conformité et de l'impact positif des avancées technologiques dans l'administration fiscale<sup>(16)</sup>.

### Les problèmes d'inscription à la GST : un obstacle à la facilité de faire des affaires

L'un des défis les plus urgents de la GST ne concerne pas ce qui est taxé ou à quel taux – c'est le processus lourd et souvent opaque de la GST qui est en cause.

Pour tout entrepreneur débutant, l'obtention de l'enregistrement à la GST constitue l'une des premières démarches officielles lors de la création d'une entreprise. En théorie, le processus semble simple : rassembler les documents requis, les télécharger sur le portail de la GST, et recevoir son certificat d'enregistrement dans un délai de sept jours ouvrables, conformément à la loi.

Dans la pratique, toutefois, ce délai est rarement respecté.

Les semaines se transforment souvent en mois, les demandeurs se retrouvant piégés dans une boucle de rejets fondés sur des motifs futiles ou arbitraires. Dans un cas, une preuve d'adresse a été refusée au motif que le contrat de location n'était pas « *correctement notarié* » – alors qu'aucune telle exigence n'est prévue par la législation sur la GST. Dans un autre cas, les agents ont exigé que le nom figurant sur la facture d'électricité corresponde exactement à la dénomination commerciale, sans tenir compte de la réalité des locaux partagés.

Les demandeurs, frustrés, n'ont souvent d'autres choix que de se rendre en personne auprès de l'agent de la GST, au prix de temps, d'efforts et, dans certains cas, de pressions indues – compromettant ainsi l'objectif même d'un système numérique, transparent et accessible.

Le système de la GST a été conçu pour unifier la structure fiscale de l'Inde et faciliter l'exercice des affaires. Toutefois, tant que ces inefficacités de terrain ne seront pas corrigées – en particulier dans les processus d'enregistrement et de conformité initiale - cette vision restera inachevée.

(16) [www.pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=2022459](http://www.pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=2022459).

## L'évolution constante des taux applicables

Depuis la mise en œuvre de la GST en juillet 2017, les taux d'imposition ont fait l'objet de nombreuses révisions. Plus de 400 biens et environ 80 services ont connu des modifications de leur taux applicable. Nombre de ces ajustements ont été motivés par les retours du secteur privé, qui estimait que les taux initiaux étaient excessivement élevés par rapport à ceux pratiqués dans d'autres pays asiatiques.

Par exemple, Canon, le fabricant d'appareils photo numériques, a publiquement demandé une réduction du taux de GST appliqué à ses produits, taxés à 28 % – un taux nettement supérieur à la moyenne des taux de TVA observés dans les économies voisines, qui se situent entre 7 % et 17 %. De telles disparités ont soulevé des inquiétudes quant à la compétitivité mondiale des produits indiens, notamment sur les marchés d'exportation.

Face à ces préoccupations, le dialogue entre les acteurs économiques et le Conseil de la GST (y compris la CBIC) reste essentiel. Bien que de nombreux ajustements aient été apportés au fil du temps, les parties prenantes déplorent souvent la lenteur du processus, certaines propositions mettant plusieurs mois à être mises en œuvre.

Un élan croissant se dessine également en faveur d'une rationalisation de la structure même des taux de la GST. L'une des propositions les plus débattues concerne la fusion des tranches de 12 % et 18 % en un taux médian unique – potentiellement autour de 16 % – afin de simplifier la conformité et de réduire les litiges liés à la classification des biens et services.

Les défis liés à la GST ne se limitent toutefois pas aux seuls taux. Des problèmes administratifs tels que les retards d'enregistrement, la complexité des déclarations et les inefficacités en matière de remboursement continuent de peser sur les entreprises, en particulier les PME. Une réforme globale est indispensable pour concrétiser la vision initiale de la GST : instaurer un régime fiscal unifié et favorable à l'activité économique en Inde.

## Des mesures imprécises : l'exemple de l'*anti-profiteering*

La définition apportée par la loi GST sur la mesure « *anti-profiteering* » est imprécise quant à la procédure à suivre par les entreprises. Bien que le principe semble simple, sa mise en pratique est moins claire. Le document publié par le CBEC en novembre 2017<sup>(17)</sup> n'a pas réellement apporté de clarté. Preuve en est, nombreuses sont les entreprises ayant reçu un avertissement, par l'autorité nationale « *anti-profiteering* », pour ne pas avoir impacté la baisse des charges fiscales sur le consommateur final.

(17) [www.cbec.gov.in/resources//htdocs-cbec/gst/AntiprofiteeringWebVersion.pdf](http://www.cbec.gov.in/resources//htdocs-cbec/gst/AntiprofiteeringWebVersion.pdf).

Maybelline, Vaseline ou encore Honda ont tous reçu le même avertissement qu'Hardcastle, relatif à la similarité des prix de leurs produits avant et après la réforme de la GST<sup>(18)</sup>. Il y a lieu de s'interroger pour savoir si cette mesure doit être interprétée comme l'obligation pour le distributeur de diminuer ses prix à portion égale de la diminution du taux qui lui est applicable selon le régime de la GST.

Compte tenu de l'importance du marché intérieur indien et de ses perspectives de forte croissance annoncées, il conviendra de suivre l'évolution relative à la GST qui aura immanquablement un impact sur la distribution dans ce pays.

## À noter :

À propos de la République de l'Inde<sup>(19)</sup>

Superficie	3 287 263 km <sup>2</sup>
Capitale	New Delhi
Population 2023	1,438 milliard d'habitants (2023, Banque Mondiale)
Monnaie	Roupie (INR)
PIB 2023	3,54 milliards de US\$ Direction Générale du trésor Croissance du PIB de l'Inde pour 2025 et 2026 devrait être de 6,5 % (Prévisions FMI : Rapport janvier 2025 « <i>Perspectives de l'Economie Mondiale</i> »)
PIB/habitant 2023	2 480 US\$ (2023, Banque Mondiale)
Taux de croissance 2023	8,2 % (2023, Banque Mondiale)
Inflation 2024	5,0 % (2024, Banque Mondiale)
Exportations françaises vers l'Inde 2024	7,7 milliards d'euros (2024, Direction générale du Trésor) <sup>(20)</sup>
Importations françaises depuis l'Inde 2024	9,03 milliards d'euros (2024, Direction générale du Trésor)
Principaux partenaires économiques	États-Unis, Chine et Émirats arabes un

(18) Aanchal Magazine, GST anti-profiteering : FinMin serves notices to McDonald's franchisee, 2 others, after complaints arise, 31 déc. 2017, Indian express.

(19) [www.imf.org/external/datamapper/profile/IND](http://www.imf.org/external/datamapper/profile/IND).

(20) [www.eoiparis.gov.in](http://www.eoiparis.gov.in), India-France Comprehensive Economic and Commercial Brief (as per May 1, 2024).

*Exemples de biens et services et leur taux de GST applicable*

Taux de la GST	Biens et services concernés <sup>(22)</sup>
5 %	Restauration
12 %	Biodiesel, système d'irrigation, confiserie
18 %	Loisirs (parcs d'attraction, karting, ballet...)
28 %	Produits de luxe, tabac, pan masala (épice), eau gazeuse, véhicules motorisés
<b>Autres</b>	Diamants et pierres précieuses (0,25 %) Métaux précieux (3 %) les biens et services en provenance ou à destination de zones économiques spéciales (0 %)

**À rapprocher :**

[www.cbec-gst.gov.in/index.html](http://www.cbec-gst.gov.in/index.html)

[www.cbec-gst.gov.in/pdf/01012018-GST-Concept-and-Status.pdf](http://www.cbec-gst.gov.in/pdf/01012018-GST-Concept-and-Status.pdf)

[www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/presentation-de-l-inde/](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/presentation-de-l-inde/)

[www.youtube.com/channel/UC4Pwb1Utd\\_Pu3tEp09g-MZlQ](https://www.youtube.com/channel/UC4Pwb1Utd_Pu3tEp09g-MZlQ) ■

(22) Effective rate as of January 2018, following changes voted by the Ministry of Finance on January 18, 2018.